



MARCHE CONTRE LES CENTRES DE RÉTENTION

VENDREDI 23 NOVEMBRE

14H 30

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

18, rue des Pyrénées - Métro Porte de Vincennes

VERS LE CRA DE VINCENNES

Les collectifs de sans papier, la Csp75, la Csp20ème et Le Collectif La Chapelle Debout !

Contact : Collectif La Chapelle Debout

Mail: collectif.lachapelle.debout@gmail.com

Fb: <https://www.facebook.com/CollectifLaChapelleDebout>

Alors que les serments d'hospitalité se multiplient dans les théâtres et les musées, des serments qui n'engagent que celles et ceux qui y croient, l'état français rafle, enferme et expulse celles et ceux que certain.e.s se promettent d'accueillir « dans la dignité ».

L'État français rafle à Grande-Synthe ce 30 septembre 2018 et c'est des dizaines de personnes emprisonnées dans le Centres de Rétention du Mesnil-Amelot, 30 à celui de Lille et 25 à celui de Coquelles.

L'état français rafle aux guichets des préfectures du Val de Marne, du Val d'Oise, de Paris, des Hauts Seine, de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, et c'est les Centres de rétentions du Mesnil-Amelot, de Plaisir, de Palaiseau et de Paris Vincennes qui deviennent la pierre angulaire d'une **gestion carcérale du dit problème migratoire.**

L'État français, dans la continuité coloniale et dans la logique d'une politique post-coloniale, irrégularise pour pouvoir enfermer et déporter toutes celles et ceux qui n'ont commis d'autres délits que de naître dans le mauvais pays et d'être présent.e ici.

Rafle-Rétention-Déportation est le mécanisme central de la violence d'Etat et du racisme qui touche particulièrement les migrant.e.s.

En janvier 2019 la durée maximale légale de la rétention des personnes arbitrairement décrétées « illégales » en vu d'être expulsées, sera de 90 jours.

90 jours enfermé.e.s, entravé.e.s, souvent humilié.e.s ou tabassé.e.s, 90 jours privé.e.s de liberté et soumis.e.s à l'arbitraire des gardien.ne.s, de la préfecture et des juges aux ordres. 90 jours à attendre d'être violemment embarqué.e.s à l'arrière d'un vol régulier, menotté.e.s, casqué.e.s, et parfois drogué.e.s.

A celles et ceux qui aujourd'hui s'agitent pour améliorer les conditions de rétention, en y programmant des ateliers pédagogiques ou en jetant dans la cours des ballons de foot, nous répondons: «ce sont les Centres de Rétention qu'il faut faire fermer».

A celles et ceux qui déclare «l'hospitalité» comme horizon politique, nous répondons: « c'est le CESEDA, Code des étrangers, du séjour des étrangers et de la demande d'asile, qu'il faut abolir»

Enfermé.e.s parce que racisé.e.s, enferm.e.s parce que pauvres, soumis.e au régime de déportation autant qu'à l'arbitraire de la violence policière à l'ombre des murs du CRA. Telle est la condition des étrangères et étrangers illégalisé.e.s en France métropolitaine et surtout dans les dits Territoires d'Outre Mer.

Il n'y a pas de CRA à visage humain. Ce n'est pas seulement le coup de matraque qui fait la violence d'Etat. C'est aussi le mur et ses barbelés. C'est l'avion et son escorte policière. C'est le tribunal et son juge raciste. Ce sont les traducteurs. ices qui refusent de traduire et accusent celui ou celle qui comparaît de mentir. Ce sont les médecins qui humilient et ne prescrivent que des calmants pour taire la colère.

La marche partira de la direction de l'immigration du Ministère de l'intérieur dans le 20ème arrondissement, passera Porte Dorée pour qu'au fronton du palais de l'immigration retentissent les paroles politiques de celles et ceux que l'on fait taire. Une fois arrivée aux portes du Centre de Rétention de Vincennes, un parloir sauvage se fera avec des détenu.e.s de Vincennes mais aussi du CRA du mesnil-Amelot parce que **pas de nous sans eux ni elles.**